



**C'est nous qui
travaillons
alors c'est nous qui
décidons !**

**ACT UP
PARIS**

Le 6 décembre prochain sera discutée à l'Assemblée Nationale une résolution visant à réaffirmer la position abolitionniste de la France en matière de prostitution.

À une semaine du vote de cette résolution, donc, les tenantEs d'un certain féminisme **autoritaire et puritain, qui, pour s'affirmer, nie la parole des premierEs concernéEs**, organisent aujourd'hui une grande sauterie, intitulée pour l'occasion « convention abolitionniste », lors de laquelle ils et elles vont tenter une dernière fois de persuader les éluEs du bien-fondé de leur **idéologie moralisante, répressive et dangereuse à l'égard des travailleurSEs du sexe**.

À une semaine du vote de cette résolution, certes symbolique, mais qui, si elle est adoptée, sera la porte ouverte à l'adoption d'une loi pénalisant nos clients, nous tenons aujourd'hui à réaffirmer **notre opposition à toute mesure criminalisant l'exercice du travail sexuel**.

À une semaine du vote de cette résolution, nous, travailleurSEs du sexe, féministes, et personnes engagées dans la lutte contre le VIH et les IST, venons rappeler, comme nous le faisons sans relâche depuis des mois, que **la pénalisation des clients, en instaurant un obstacle supplémentaire tant à l'accès aux structures de soins, de prévention et de dépistage, qu'aux actions des associations de santé communautaire, de prévention et de lutte contre le VIH et les IST, sera aussi nuisible aux putes que l'a été l'instauration du délit de racolage en 2003**.

À une semaine du vote de cette résolution, nous venons donc faire entendre notre voix, car nous estimons qu'**il est inadmissible que celles et ceux qui vont décider de notre avenir continuent ainsi à nier la parole des premiErEs concernéEs**.



**C'est nous qui
travaillons
alors c'est nous qui
décidons !**

**ACT UP
PARIS**

Le 6 décembre prochain sera discutée à l'Assemblée Nationale une résolution visant à réaffirmer la position abolitionniste de la France en matière de prostitution.

À une semaine du vote de cette résolution, donc, les tenantEs d'un certain féminisme **autoritaire et puritain, qui, pour s'affirmer, nie la parole des premierEs concernéEs**, organisent aujourd'hui une grande sauterie, intitulée pour l'occasion « convention abolitionniste », lors de laquelle ils et elles vont tenter une dernière fois de persuader les éluEs du bien-fondé de leur **idéologie moralisante, répressive et dangereuse à l'égard des travailleurSEs du sexe**.

À une semaine du vote de cette résolution, certes symbolique, mais qui, si elle est adoptée, sera la porte ouverte à l'adoption d'une loi pénalisant nos clients, nous tenons aujourd'hui à réaffirmer **notre opposition à toute mesure criminalisant l'exercice du travail sexuel**.

À une semaine du vote de cette résolution, nous, travailleurSEs du sexe, féministes, et personnes engagéEs dans la lutte contre le VIH et les IST, venons rappeler, comme nous le faisons sans relâche depuis des mois, que **la pénalisation des clients, en instaurant un obstacle supplémentaire tant à l'accès aux structures de soins, de prévention et de dépistage, qu'aux actions des associations de santé communautaire, de prévention et de lutte contre le VIH et les IST, sera aussi nuisible aux putes que l'a été l'instauration du délit de racolage en 2003**.

À une semaine du vote de cette résolution, nous venons donc faire entendre notre voix, car nous estimons qu'**il est inadmissible que celles et ceux qui vont décider de notre avenir continuent ainsi à nier la parole des premiErEs concernéEs**.